

Interview de Catherine Lalumière: la position des Dix face à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux CE (Paris, 17 mai 2006)

Source: Interview de Catherine Lalumière / CATHERINE LALUMIÈRE, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Paris: CVCE [Prod.], 17.05.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:03:07, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_catherine_lalumiere_la_position_des_dix_face_a_l_adhesion_de_l_espagne_et_du_portugal_aux_ce_paris_17_mai_2006-fr-72177535-8d76-45da-ad8d-36c050980005.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Catherine Lalumière: la position des Dix face à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux CE (Paris, 17 mai 2006)

[Étienne Deschamps] Comment les choses se déroulaient-elles au sein du Conseil? Est-ce que cette volonté politique, cette ligne de conduite ferme de la part de la présidence française, était également partagée au sein des Dix?

[Catherine Lalumière] Oui, alors, en réalité, les autres membres de la Communauté, à l'époque, avaient constaté que l'entrée de l'Espagne et du Portugal posait plus de problèmes à la France qu'aux autres pays, pour les raisons de voisinage, et puis parce que ses secteurs agricoles étaient particulièrement concernés. Donc, ils nous ont laissé faire le gros du travail, si vous voulez. Et dans toute cette période, janvier-février, pour terminer les négociations, là où il restait encore des points non résolus, c'était vraiment du bilatéral. Les autres ayant la courtoisie et le réalisme de nous dire: «Écoutez, une fois que vous aurez trouvé un accord, bon, on entérinera. Parce que c'est vraiment les Français qui ont le plus de problèmes.» Donc, on a, contrairement à ce qu'on doit faire d'habitude, c'est-à-dire travailler vraiment en multilatéral, là c'était devenu un véritable dialogue bilatéral pour trouver des solutions. De sorte que, une fois qu'on a trouvé des compromis que nous avons jugés acceptables et qui se sont révélés de très bons compromis pour les Français, j'insiste lourdement là-dessus – on a bien négocié quand même – eh bien, les autres étaient tout à fait d'accord. Et au sein du Conseil, c'était la présidence italienne, et celui qui était ministre des Affaires étrangères, donc qui présidait, c'était Andreotti. Et Andreotti était très en faveur de l'entrée de l'Espagne et du Portugal. Donc, l'impulsion qu'il a donnée, l'habileté avec laquelle il a négocié jusqu'au bout – et notamment dans cette session «jumbo», pendant plusieurs jours on était vraiment du matin au soir ensemble pour essayer de conclure –, l'action du président du Conseil en exercice, Giulio Andreotti, a été déterminante aussi. Et il était vraiment à fond pour l'entrée de l'Espagne et du Portugal. Donc, les Français étaient sans doute parmi les plus réticents. Les Grecs avaient été très réticents, mais les PIM, dont ils avaient eu une très bonne part, avaient quand même calmé les réticences. Et l'Italie avait aussi... les Programmes intégrés méditerranéens avaient bien assoupli les positions.